INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 28 octobre 2021**

* Indécis en milieu de séance, les marchés actions européens ont terminé dans le vert, la BCE et les résultats d'entreprises éclipsant le ralentissement de l'économie américaine. Le CAC 40 a gagné 0,73% à 6 804,22 points. L'Euro Stoxx 50 a progressé de 0,21% à 4 229,78 points. A Wall Street aussi, l'optimisme est de mise. Vers 17h30, le Dow Jones s'adjuge 0,5% et le Nasdaq, près d'1,2%.
* La matinée a été incertaine sur les marchés malgré une pluie de résultats de multinationales européennes globalement supérieures aux attentes, tels que le brasseur AB-InBev, la banque Unicredit, le chimiste Clariant, le publicitaire WPP ou encore le spécialiste du Duty free, Dufry. A Paris aussi, les sociétés ont favorablement surpris, à l'image d'Airbus, de TotalEnergies, Capgemini, STMicroelectronics, Dassault Systèmes ou Accor.
* Les investisseurs attendaient deux grands rendez-vous : la croissance américaine du troisième trimestre et les commentaires de Christine Lagarde à l'issue de la réunion de politique monétaire de la BCE. Aux Etats-Unis, l'économie a nettement ralenti, passant de +6,7% à +2%. Les économistes tablaient sur +2,7%. Cette mauvaise nouvelle pourrait cependant ne pas en être une en incitant la Fed à se montrer le mois prochain plus accommodante que prévu.
* A Francfort, Christine Lagarde s'est employée, une nouvelle fois et manifestement avec succès, à rassurer les marchés sur l'inflation et par conséquent, sur un durcissement plus rapide que prévu de sa politique monétaire. A l'instar de son homologue américain, Jerome Powell, la présidente de la banque centrale du Vieux Continent a réaffirmé le caractère transitoire de la hausse des prix.
* La Banque du Japon a maintenu son taux directeur à -0,1% jeudi matin et annoncé qu'elle poursuivrait ses rachats de dette publique japonaise jusqu'en mars 2022 dans la limite de 20 000 milliards de yens (environ 151 milliards d'euros). La banque centrale a également revu à la baisse ses prévisions de croissance pour le Pays du soleil levant, celle-ci étant désormais attendue à 3,4% en 2021 (contre 3,8% estimés en juillet). Elle est en revanche attendue à 2,9% en 2022, contre 2,7% précédemment. L'inflation devrait, elle, être inexistante en 2021, après une précédente prévision de 0,6%.

Après avoir fait reculer le Nikkei de 2,45% jeudi matin, le yen est lui aussi dans le rouge en fin de journée, cédant 0,28% face à la devise européenne, à 132,43 yens par euro.

* Le cours des contrats à terme sur le gaz naturel pour une livraison en décembre chute de près de 5% jeudi après-midi au Nymex, à 5,9 dollars par MBtu. Ce mouvement s'explique essentiellement par les déclarations hier soir de Vladimir Poutine, qui a ordonné à Gazprom, le producteur gazier russe, de reconstituer ses stocks dès le mois prochain puis de reprendre graduellement ses livraisons vers l'Europe. Environ un tiers du gaz consommé sur le Vieux Continent vient en effet de Russie, et la forte hausse de la demande sur fond de faiblesse des stocks ont récemment fait flamber les cours.
* Dans une déclaration publiée ce 28 octobre, l’Autorité européenne des marchés financiers (ESMA) détaille les règles s'appliquant aux personnes diffusant des recommandations d'investissement auprès d'un large public, notamment sur les réseaux sociaux, rapporte l’AMF. Partager son opinion devant un large public sur le prix actuel ou futur d'une action cotée dans l'Union européenne (UE) par exemple constitue une recommandation d'investissement en droit européen, selon le règlement Abus de marché (MAR).

Cette diffusion doit respecter des règles précises, en particulier celles de révéler son identité, ses sources, et ses éventuels conflits d'intérêts.

L'ESMA rappelle également que les investisseurs doivent être en mesure d'évaluer la crédibilité et le degré d'objectivité d'une recommandation d'investissement.

* En Allemagne, le nombre de chômeurs a baissé de 39 000 au mois d'octobre. Les économistes tablaient sur 20 000 chômeurs de moins après la baisse de 30 000 enregistrée en septembre. Le taux de chômage est ressorti en octobre à 5,4%, conformément au consensus après 5,5% en septembre.

**SOCIETES**

* A la Bourse de Paris, les valeurs technologiques ont tenu le haut du pavé. Le trio du CAC 40, à savoir STMicroelectronics (+6,34%), Capgemini (+5,98%) et Dassault Systèmes (+5,86%).
* A l'opposé, Worldline (-5%) après avoir chuté de 16% mercredi sur des prévisions décevantes, a prolongé sa baisse.
* Plus forte hausse de l'indice CAC 40, STMicroelectronics (+4,85% à 40,85 euros) est galvanisé par le relèvement de ses objectifs annuels pour la deuxième fois de l'année. Le groupe franco-italien bénéficie d'un environnement favorable ; le secteur des semi-conducteurs étant dans l'incapacité à répondre à la demande dans son entièreté, en particulier en provenance du secteur automobile, mais pas seulement.

Ressorti à 3,2 milliards de dollars, le chiffre d'affaires net s'est globalement établi au point médian de la fourchette de prévisions du groupe, en hausse de 6,9% par rapport au trimestre précédent et en hausse de 19,9% en variation annuelle.

La performance du chiffre d'affaires a été tirée par une forte demande globale et par les programmes engagés auprès des clients sur le marché de l'électronique personnelle. Apple est son client le plus important. Il a représenté près d'un quart de l'activité du groupe franco-italien en 2020.

Ce dynamisme a été partiellement contrebalancé par un chiffre d'affaires inférieur à ses prévisions dans l'automobile, lié à une réduction plus importante que prévue de l'activité de son usine de fabrication située en Malaisie du fait de la pandémie.

* Capgemini continue d'être dopé par l'accélération de la transformation digitale des sociétés et a relevé ses objectifs 2021 pour la deuxième fois de l'année. Ce plus grand optimisme est salué par une progression de 3,62% à 194,85 euros de l'action du groupe de services informatiques et de conseil, qui figure dans le trio de tête du CAC 40 en compagnie de Dassault Systèmes et de STMicroelectronics.

Les services liés au Digital et au Cloud, qui représentent plus des deux-tiers de l'activité du groupe, ont enregistré une croissance largement supérieure à 10%.

Sur le plan commercial, les prises de commandes ont atteint 4,608 milliards d'euros, soit une hausse de 15% à taux de change constants.

Au 30 septembre 2021, l'effectif total de Capgemini s'établit à 309 300 personnes, en progression de 16,9% sur un an. Les effectifs offshore représentent plus de 177 000 collaborateurs soit 57% de l'effectif total, en progression de 4 points sur un an.

* Les cieux se dégagent pour Airbus qui s’adjuge 1,33% à 111,46 euros sur la place de Paris. Dans le sillage de la reprise mondiale, le géant aéronautique a de nouveau relevé ses objectifs 2021. Airbus table désormais sur un Ebit ajusté de 4,5 milliards d’euros (contre 4 milliards auparavant) et un flux de trésorerie disponible avant fusions et acquisitions et financements-clients de 2,5 milliards d’euros (contre 2 milliards précédemment). S’agissant des livraisons d’avions commerciaux, pas de changement : Airbus table sur 600 unités, un chiffre à comparer aux 566 livraisons de l’an dernier.

Ces perspectives se basent sur " l'absence de nouvelles perturbations de l'économie mondiale, du trafic aérien, des opérations intérieures de l'entreprise, ainsi que de sa capacité à livrer des produits et services ".

* Stellantis parvient à progresser de 0,85% à 17,70 euros sur la place de Paris, dans le sillage de son point d’activité du troisième trimestre 2021. Comme l’ensemble du secteur automobile, le groupe né de la fusion entre PSA et Fiat Chrysler a pourtant été lourdement pénalisé par la pénurie de semi-conducteurs. Cette dernière l’a privé de la production d’environ 600 000 unités entre juillet et septembre. Lors du troisième trimestre, les ventes consolidées ont ainsi chuté de 27% à 1,13 million d’unités.

Le constructeur automobile a néanmoins limité le repli de son chiffre d'affaires net à 14%, soit 32,6 milliards d'euros, grâce à l'amélioration du mix véhicules et des prix nets positifs.
" Le chiffre d'affaires net de Stellantis au troisième trimestre reflète le succès de nos récents lancements de véhicules, notamment de nouvelles offres électrifiées, combiné à d'importantes actions commerciales et industrielles réalisées par nos équipes en réponse aux commandes de semi-conducteurs non honorées " a commenté Richard Palmer, le directeur financier du groupe.

* La Banque Postale a annoncé son projet d'acquérir les 21,1% du capital de CNP Assurances qu'elle ne détiendrait pas à l'issue de l'acquisition du bloc de 16,1% de BPCE en déposant une offre publique d'achat simplifiée pour les actionnaires minoritaires auprès de l'Autorité des marchés financiers (AMF). En Bourse, l'action de la société d'assurance flambe pour se rapprocher du prix du projet d'offre publique, fixé à 21,90 euros par action CNP Assurances, dividende attaché.

En accroissant la participation de La Banque Postale dans CNP Assurances, ce projet serait une nouvelle étape dans la constitution du grand pôle financier public annoncée par le Ministre de l'Economie et des Finances le 31 août 2018.

" Il permettrait de consolider le pôle public de bancassurance en favorisant l'émergence d'un groupe simplifié et intégré, tout en préservant le modèle multi-partenarial et international qui fait le succès de CNP Assurances " , explique La Banque Postale.

Ce projet permettrait également d'accélérer l'adossement des activités d'assurance de CNP Assurances et La Banque Postale, en permettant à cette dernière de poursuivre les projets de transfert de ses activités d'assurance non-vie (LBP Prévoyance, LBP Assurance Santé, LBP Assurance IARD et LBP Conseil en Assurance) vers CNP Assurances, afin d'accélérer la stratégie actuelle de diversification de CNP Assurances et d'en faire l'assureur unique de LBP.

L'opération envisagée a pour but de favoriser son développement sur son marché domestique comme à l'étranger et permettrait par ailleurs de simplifier la gouvernance de CNP Assurances.

**ANALYSES**

* Un sujet a accaparé les discussions au sein du Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne ce jeudi : « l'inflation, l'inflation et l'inflation », a déclamé sa présidente Christine Lagarde. Les hausses de prix accélèrent en Europe comme ailleurs dans le monde, mais la BCE continue d'y voir le résultat de facteurs temporaires.

Elle a donc maintenu le biais accommodant de sa politique monétaire, n'apportant aucun changement à ses taux directeurs ou aux programmes d'achats d'actifs. Le PEPP, le programme d'achat d'urgence pandémique, continuera sur un rythme « plus modéré », comme annoncé en septembre. Christine Lagarde a toutefois confirmé la fin probable de ce programme en mars 2022.

Les pressions inflationnistes ont encore grimpé sur le Vieux continent. Peu avant la conférence de presse de Christine Lagarde, l'inflation allemande est ressortie légèrement supérieure aux attentes, à 4,6 % sur un an en octobre, son plus haut niveau depuis 1993. Les citoyens européens dans leur ensemble sont plus inquiets de la hausse des prix qu'à aucun moment en près de 30 ans, montrent des données de la Commission publiées jeudi.

Certes, la BCE se retrouve de plus en plus isolée parmi les grandes banques centrales, mais cela ne change pas son calcul. La poussée de l'inflation « sera plus longue que prévu », a reconnu sa présidente de la BCE, tout en insistant sur son caractère temporaire, lié notamment à un choc de demande consécutif à la solide reprise post-covid et à la hausse des prix de l'énergie.

« Il y a eu beaucoup d'introspection au sein du conseil » sur ce sujet, a-t-elle ajouté, mais la banque centrale continue de voir l'inflation retomber progressivement au cours de l'année prochaine. Des désaccords existent néanmoins sur les perspectives à l'horizon 2023, selon Bloomberg. Certains gouverneurs s'attendent à ce que l'inflation salariale prenne le relais des facteurs temporaires, quand d'autres en doutent. Les négociations salariales en Allemagne seront scrutées de près par la Banque centrale.

Alors que les marchés anticipent désormais une première hausse de taux de la BCE d'ici à la fin 2022, Christine Lagarde a rappelé que « les conditions ne sont pas remplies » pour entamer un cycle de resserrement monétaire. Sans pour autant convaincre les investisseurs : les taux souverains ont terminé la séance en hausse. « Soit les marchés n'écoutent pas la BCE, soit ils ne la croient pas », cingle Claus Vistesen, stratégiste chez Pantheon Macro.

Les maturités les plus courtes, entre 2 et 5 ans, ont fortement augmenté depuis le début du mois, davantage que les maturités les plus longues, de 10 ans et plus. Les marchés semblent ainsi anticiper une hausse des taux directeurs en Europe.

Cet aplatissement de la courbe de taux « est le signe d'un cycle économique plus mature », explique Stéphane Déo, directeur de la stratégie de marché chez Ostrum AM. « Le marché semble anticiper une accélération du calendrier de la BCE, dans la lignée de ce qu'il s'est passé au sein de la Réserve fédérale au cours des derniers mois », détaille-t-il, sans pour autant partager ce diagnostic.

Face à des anticipations de marché qui risquent de déraper, la Banque centrale européenne pourrait bien être obligée de revenir à la charge pour détailler à nouveau les principes directeurs qui guident sa politique de taux et rassurer sur son calendrier, ajoute le stratège. « Je suis prête à le répéter si nécessaire », a déjà prévenu Christine Lagarde.

L'institution de Francfort aura également fort à faire à l'occasion de sa prochaine réunion de politique monétaire prévue le 16 décembre. Elle devra notamment rassurer sur l'avenir de ses achats d'actifs après la fin annoncée du PEPP. Son autre programme, l'APP, est aujourd'hui bien plus petit et moins flexible. Des premiers signes de tension sont récemment apparus sur les dettes des pays européens les plus endettés comme l'Italie, dont le taux à 10 ans a affiché la plus forte hausse jeudi en Europe.

**L’AGENDA DU 29 octobre 2021**

**7h30 en France**
PIB au troisième trimestre

Consommation des ménages en biens en septembre

**8h45 en France**
Inflation en octobre

**10h00 en Allemagne**
PIB au troisième trimestre

**11h00 en zone euro**
Inflation en octobre

**14h30 aux Etats-Unis**

Revenu et consommation des ménages en septembre

Indice des prix PCE en septembre

**15h45 aux Etats-Unis**

Indice des directeurs d'achat de Chicago pour octobre

**16h00 aux Etats-Unis**

Dernière estimation de la confiance des ménages de l'Université du Michigan en octobre